

Le respect de la dignité humaine.

Après la 2^e GM, constat de la réussite technologique et de son échec moral (Sartre). Nécessité d'imposer droit au respect de la dignité humaine comme impératif juridique de 1^{er} plan. Certes, ce respect existait déjà depuis longtemps, à l'état embryonnaire (Saint Louis et les 15 20, création de la Croix Rouge, etc.). Théorisation à travers des instruments juridiques internationaux : après 2^e GM. Art. 16 CC interdit toute atteinte à la dignité des personnes et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie.

§1. Le respect de la vie humaine par la reconnaissance d'un droit à l'intégrité.

A/ Atteintes légales à l'intégrité physique.

Etat se réserve le monopole de la force : ne sont reconnus conformes à la dignité humaine que les atteintes infligées pour des fins de caractère collectif (ordre public, sécurité publique, santé publique). Doyen Hauriou : OP matériel extérieur.

1/ Atteintes à des fins d'ordre public.

La plus grave : peine de mort, abolie avec les exécutions sommaires par la loi du 09/10/81 en France : mort=seulement dans le cadre de mesures de maintien de l'ordre (protection des personnes, émeutes, etc.) : possibilité d'infliger la mort, mais très strictement encadrée. Il doit toujours être satisfait à l'impératif de proportionnalité. Art. 2 § 2 définissent les situations qui permettent de recourir à la force, même si cela peut aboutir à la mort, afin qu'il soit considéré comme légitime. Il faut alors caractériser la nécessité de ce recours à la force. CEDH : largement saisie des événements qui mettaient face à face des manifestants et l'armée britannique dans les 70's.

Dans cette affaire, le recours à la force : nécessaire en cas d'attroupement. Mais dans le même contexte politique, Commission a condamné RU pour avoir commandité le décès de terroristes qui s'apprêtaient à commettre des attentats à la bombe. CEDH : pas convaincue que leur mort ait résulté d'un recours à la force nécessaire.

Il existe d'autres atteintes à l'intégrité physique, comme la fouille à corps. D. 275 CPP : les détenus peuvent être fouillés aussi fréquemment que le chef d'établissement l'estime nécessaire. Garde-fou : la dignité humaine => fouille= que par des agents du même sexe et dans le respect dû à la personne humaine.

2/ Atteintes à des fins de santé et de sécurité publiques.

Le malade a le droit de se soigner et de refuser des soins, sauf si ce choix entre en conflit avec les intérêts du groupe : l'obligation de ne pas nuire à autrui est une autre liberté publique (art. 4 DDHC). C'est au nom de la santé et de la sécurité publiques que sont pratiqués les visites médicales réglementaires. (Soc. 29/05/86), les dépistages d'alcoolémie (art. L 1 Code de la Route), les vaccinations obligatoires (art. L. 335 et 628 CSP : de

telles atteintes corporelles doivent être proportionnées au principe constitutionnel de la liberté humaine : CE 26/11/2001).

De même, les alcooliques/toxiques peuvent être astreints à des visites médicales, ou encore à des cures de désintoxication. CPén. a également prévu l'injonction de soin (art. 132-26), soit avant jugement en tant que substitut à la poursuite pénale, soit dans le cadre du suivi post-sentenciel (sursis avec mise à l'épreuve). Toutes ces mesures de soin doivent être effectuées dans le strict respect de la dignité humaine : point de consentement totalement forcé, le Pdt doit toujours recueillir l'assentiment du prévenu/accusé avant de prononcer une sanction contenant une telle obligation.

B/ Atteintes illégales à l'intégrité physique.

1/ Interdiction de soumettre la personne humaine à des traitements dégradants.

Art. 7 Pacte : souci de protéger l'intégrité physique de la personne humaine en toutes circonstances, puisqu'il ne peut y être dérogé même en période exceptionnelle : interdiction de la torture et des peines/traitement inhumains ou dégradants, et des expériences sans le consentement de la personne.

- Interdiction de la torture : art. 221-1 CPén. punit de 15 ans le fait de soumettre une personne à des actes de torture/barbarie. Cette interdiction, c'est avant tout l'œuvre du droit international.
 - Droit international général : art. 1^{er} convention contre la torture et e traitements dégradants : c'est une souffrance physique ou morale d'origine officielle et pratiquée dans un certain but (la torture). Puis constitue un système de contrôle international articulé autour d'un comité contre la torture, qui reçoit des rapports des Etats parties sur lesquels il ne peut faire que des « commentaires d'ordre général ». peut procéder à une enquête, assortie éventuellement d'une visite sur le territoire de l'Etat, mais il faut alors l'accord de cet Etat, même si c'est un Etat partie.
 - Droit européen : Conseil de l'Europe a repris à l'échelon européen, en 87, une convention européenne pour la prévention de la torture et des peines/traitement inhumains ou dégradants. Intérêt : à la différence d'autres textes qui ont une démarche a posteriori, ici la convention tend à la prévenir, par une action a priori : visite de tout lieu de détention que les Etats doivent faire connaître, mise en place d'un comité européen pour la prévention de la torture qui peut, après information de l'Etat concerné, visiter périodiquement tous les lieux de détention qu'il estime utile, et à chaque fois qu'il l'estime nécessaire, sans autorisation de l'EM. Peut s'entretenir sans témoin avec le prisonnier et communiquer librement avec toute personne. Si refus de coopérer d'un Etat, peut, à la majorité des 2/3, faire une déclaration particulière à ce sujet. Convention de 87 ne préjudicie pas des dispositions prévues à l'échelle européenne par d'autres instruments, notamment la C°EDH, qui peut être saisie concurremment. Rien n'interdit de la saisir d'une requête : il n'y a pas d'ACJ.
- Interdiction des peines/traitements inhumains ou dégradants.
 - Peines/traitements inhumains : affaire Tyrer 25/04/78 CEDH => « la souffrance provoquée, pour être inhumaine, doit se situer à un niveau particulier au sens de l'art. 3 CEDH ». L'appréciation dépend des faits de la cause, notamment un facteur temps : la durée du traitement, puis les effets physiques/mentaux du traitement, puis paramètres du sexe/âge/état de santé de la victime. En pratique, la CEDH est très restrictive lorsqu'elle caractérise les conditions de la détention. Dans les 70's, 80's, l'existence d'une menace contre les sociétés démocratiques, par le terrorisme, n'était pas étrangère à cette politique restrictive : on a pu légitimer un certain nombre d'actes au nom de l'adage « que le salut du peuple soit la loi suprême ». Arrêt Klass 06/09/78 : un isolement cellulaire

prolongé pourrait tomber sous le coup de l'art. 3, mais affaire Bonzi contre Suisse 12/07/78 : n'est pas attentatoire à la dignité humaine un ensemble de souffrances résultant d'un enfermement destiné à punir ou à éviter une collusion frauduleuse entre plusieurs personnes impliquées dans une affaire pénale. Mais sont inhumains les traitements infligés à des détenues et qui procèdent d'une pratique législative/administrative récurrente. Administrative : est constituée par une répétition d'actes similaires contraires à la dignité humaine, et dont l'agrégation forme un système qui ne peut pas être ignoré par les autorités supérieures de l'Etat (CEDH Irlande contre RU 18/01/78).

- Peines/traitements dégradants : CEDH considère que la peine judiciaire corporelle de coups de trique prononcée par un tribunal de l'île de Man sur un ado de 15 ans s'analyse en une peine dégradante (arrêt Tyrer 25/04/78). Il peut suffire que la victime soit humiliée à ses propres yeux, sans que ce traitement ne soit obligatoirement assorti d'une publicité.
- Interdiction des expériences médicales ou scientifiques sans le libre consentement du patient.
 - Recherche biomédicale : art. L. 209-1 CSP définit cette recherche comme les essais, études ou expérimentations pratiqués sur l'être humain en vue du développement des connaissances biologiques/médicales. Relève de trois personnes : le promoteur, qui prend l'initiative de la recherche (PP ou PM), l'investigateur, qui dirige et surveille cette recherche biomédicale, et en cas de pluralité d'investigateurs, l'investigateur coordonnateur, désigné par le promoteur. Droit distingue entre deux situations :
 - Recherches à finalité thérapeutique directe : au départ, étaient les seules à être autorisées, parce que sorte de contrat synallagmatique entre le scientifique et le patient, chacun étant susceptible d'en retirer un avantage. Ces recherches sont toujours possibles, mais entourées de garanties, qui tiennent d'abord à la finalité de la recherche : améliorer la connaissance scientifique de l'être humain et les moyens susceptibles d'améliorer sa condition, puis quant au fondement de la recherche (en application du dernier état des connaissances scientifiques, et après une expérimentation préclinique suffisante et un bilan risques-avantages), puis garanties tenant au médecin (doté d'une expérience professionnelle appropriée), puis responsabilité civile et pénale du promoteur (assure l'indemnisation des dommages résultant de ses fautes).
 - Recherches sans finalité thérapeutique directe : la personne est en bonne santé et n'attend aucun avantage personnel des recherches. Ne doivent comporter aucun risque prévisible sérieux pour la santé et être précédées d'un examen médical dont les résultats sont communiqués au patient. En compensation, ces recherches donnent lieu au versement d'une indemnité par le promoteur, qui souscrit une obligation d'assurance.
 - Nécessité du consentement du sujet : principe de l'intangibilité du corps humain impose le consentement de la personne, pour respecter sa dignité (sauf dans les situations d'urgence où on sollicite le consentement des proches). Doit être recueilli par écrit.

2/ Interdiction de soumettre la personne humaine à des conditions de travail dégradantes.

Art. 8 Pacte international droits civils et politiques et art. 4 CEDH : prohibition de l'esclavage et du travail forcé/obligatoire.

- Interdiction d'être tenu en esclavage ou en servitude : France n'a aboli l'esclavage que par le décret du 27/04/1848. Mais dans le monde, il existe encore. Ex. : emploi forcé de populations, pratique des enfants soldats. Convention 25/09/26 définit l'esclavage comme l'état ou la condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou de certains d'entre eux. Ici, l'homme est chosifié, réifié, transformé à l'état

de chose. « Esclavage » : implique la destruction de la personnalité juridique de l'homme. C'est antithétique de la dignité.

- Interdiction d'un travail forcé ou obligatoire : art. 8 PIDCP et 4 CEDH énumèrent les travaux ou services qui ne sont pas considérés comme travail forcé ou obligatoire (liste exhaustive). Convention de l'OIT de 1930 définit le travail forcé/obligatoire comme tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque pour lequel l'individu ne s'est pas offert de son plein gré. Le législateur pénal français a dû faire très attention quand, en 83, il a mis en place certaines peines substitutives à l'emprisonnement ferme (même si c'est plus favorable), comme le TIG, mesure qui consiste à travailler pour une durée déterminée maximale (240 heures pour les majeurs, 120 pour les mineurs), pour une collectivité publique ou une association, gratuitement. Pour éviter tout risque d'incompatibilité, loi 10/06/83 prévoit que le TIG ne peut être prononcé que lorsque le prévenu est présent. Consentement doit être nécessairement exprimé. Art. 4 §3 CEDH énumère les travaux qui ne sont pas considérés comme forcés ou obligatoires :
 - Tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention (travail carcéral, sauf pour les délinquants politiques) : ne doit pas être anormalement long ou pénible, eu égard à l'âge du délinquant.
 - Tous les services de caractère militaire (conscription est toujours obligatoire en Allemagne). Possibilité de faire un service civil obligatoire : JAPD n'est pas attentatoire à notre liberté/dignité humaine.
 - Tout service requis dans le cadre de crises/calamités qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté.
 - Tout travail/service constituant des obligations civiles normales. Affaire Van Der Nussele: obligation pour un avocat stagiaire belge de défendre gratuitement et sans remboursement de frais un justiciable ne constitue pas un travail forcé ou obligatoire : fait partie des obligations déontologiques de l'avocat.

§2. Le respect de la dignité humaine par la reconnaissance d'un droit à la vie.

Droits de l'homme se dédoublent : de la 1^{re} génération (DDHC 1789 : droit à la sécurité, assuré par l'Etat-gendarme. OP matériel extérieur : tranquillité, salubrité et ?? publiques). Droit plus large à une vie décente = assuré par l'Etat Providence.

A/ La garantie de la sécurité des personnes au nom de la dignité humaine.

Art. 2 §1 CEDH : ne suffit pas que l'Etat affirme le seul respect du droit à la vie dans sa législation : art. 2 §1 CEDH astreint à l'Etat à s'abstenir de provoquer la mort de manière volontaire et irrégulière, mais aussi à prendre les mesures nécessaires à la protection des personnes vivant sous sa juridiction, relevant de son autorité. 28/10/98 CEDH Osman contre RU : l'Etat est tenu de faire régner un minimum d'ordre et de sécurité, même en période de troubles. Par ailleurs, l'Etat doit punir les auteurs d'atteintes à la vie des personnes (livre 2 du CPén.). Pire infraction : CCH, génocide, puis crimes et délits contre les personnes. L'Etat s'acquitte de son obligation de respect actif du droit à la vie par le maintien de l'ordre. Des années 90's à nos jours, nombreuses lois d'orientation et de programmation relatives à la sécurité. Loi 02/01/95 : la sécurité publique est un droit fondamental, et l'une des conditions de l'exercice des libertés publiques individuelles et collectives. L'Etat a le devoir d'assurer la sécurité, en veillant à la protection des personnes et des biens. Développement, de plus, de la victimologie, parallèlement à la criminologie, puis on a prévu l'indemnisation des victimes d'infractions pénales, puis prise en compte des intérêts de la victime au travers des CIVI (commission d'indemnisation des victimes d'infractions, parce que l'auteur est inconnu, en fuite ou insolvable).

B/ La garantie du droit à une vie décente.

1/ Garantie du droit à une vie décente en droit international.

Extension *ratione materiae* aux conditions nécessaires pour mener une vie décente. Ajout des droits de l'Homme de 2^e génération. Art. 25 DUDH 10/12/48 : « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation ». Art. 25 Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels développe l'idée de l'art. 25 DUDH : « les parties au présent acte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle et sa famille, y compris un logement, vêtement et nourriture suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence ». Art. 6 PIDCP : le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. C^oEDH ne garantit pas, à première lecture, de véritable droit social, mais le texte de la CEDH recèle certaines potentialités néanmoins : la CEDH n'établit aucun cloison étanche entre les droits sociaux et les droits ressortissant plus des droits de la 1^e génération. L'extension de la garantie du droit à la vie vers les conditions matérielles de l'existence est défendue par certains profs, notamment le prof Verdier.

2/ En droit interne.

Préambule de la constitution de 46 (11^e alinéa) : la Nation garantit à tous, notamment à l'enfant, la mère et au vieux travailleur, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de sa situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. Cet alinéa fait partie du droit positif (bloc de constitutionnalité), et a guidé un certain nombre de lois.

Ex. : loi 01/12/88 sur le RMI pour assurer à tous un revenu minimum ... De plus, institution d'un observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale (décret de 99), puis lois 22/06/82 et 06/07/89 qui font du droit à l'habitat et au logement un droit fondamental. Situation économique a conduit certaines juridictions à donner un sens constructif concret à la garantie du droit à une vie décente. CCass^o belge a été amenée à donner un tour plus concret à la garantie du droit à une vie décente, au nom de la dignité humaine : « attendu qu'est une obligation alimentaire l'obligation de fournir à une personne dans le besoin l'aide indispensable pour vivre, que parmi les besoins impérieux pour vivre, outre la nourriture, l'habillement, le logement et le chauffage, l'éclairage est une nécessité première ».